

# Picketty : quota de défavorisés dans toutes les écoles, même privées



Thomas Picketty, l'un des économistes les plus écoutés du Parti socialiste, semble-t-il, vient d'avoir une idée lumineuse. Sous prétexte d' « extrême ségrégation sociale », il propose d'imposer aux établissements scolaires privés, une « procédure d'affectation commune » à celle régie dans le public, à savoir un pourcentage d'élèves issus de milieux défavorisés, qu'il situe soit entre 10 et 20 % soit « une version plus douce » comprise entre 5 et 25% ». Toujours les vieilles lunes égalitaristes qui croient, après tant de preuves accumulées du contraire, que la mixité sociale serait LE critère de la réussite pour tous !

Il dit entendre déjà « les cris horrifiés des parents et des enseignants du privé » mais ne voit pas d'autres solutions pour en finir avec l'absence de mixité de certaines écoles. Et il conclut en disant qu' « *il faudra aussi se demander vraiment*

*pourquoi les parents qui le peuvent sont de plus en plus attirés par le privé [...] tout en évoquant certains travers du public – qu’il nomme élégamment « tabous » (grèves, absentéisme, moyens).*

Monsieur Picketty met donc la charrue avant les bœufs. Mixons, mixons, on verra après les causes du désamour pour ce mixage. Sans évidemment évoquer le moins du monde que si, justement, il y a de moins en moins de mixité, c’est parce qu’à peu près partout où elle est implantée, particulièrement en grand pourcentage, l’ensemble ne fonctionne pas. C’est comme ça. Les parents protègent leurs petits. Les gens sont enclins à côtoyer les autres selon leurs codes, leurs « habitus ». C’est comme ça aussi. Et puis, les sorties musée, forêt, ciné, centre de tri des poubelles, les LGBT dans les classes, Colgate, les débats sans intérêt, ces parents-là (et leurs enfants) en ont soupé.

Ce qu’il se garde bien de dire, surtout, c’est que ce n’est pas tant la mixité sociale qui les préoccupe prioritairement, les parents. Il y a 40-50 ans, tous les milieux sociaux se retrouvaient à l’école primaire dans des classes « tenues » par des enseignants qui transmettaient le savoir, où il était question de relations verticales et non pas horizontales. C’est le climat souvent délétère induit par certaines catégories de populations pour qui l’apprentissage et la discipline ne sont pas les objectifs et les habitudes les plus partagés, qui provoquent l’hémorragie des élèves du public vers le privé. Il suffit de lire l’excellent *Tableau noir* de Yannis Roder pour s’en convaincre. Qui a le mérite, en plus, de souligner l’effroyable gâchis des talents parmi les élèves issus, précisément, de milieux défavorisés.

Alors, à qui la faute si, dans les 175 collèges de Paris, la grande majorité des élèves défavorisés se trouve dans le public tandis que 30 % se retrouvent dans le privé ? Et ce n’est pas en forçant les cadres, les professions libérales, des familles modestes, aussi, qui se saignent aux quatre veines, mais bien évidemment les bobos et les politiques de la Place, toujours plein de bonnes intentions quand il s’agit des enfants des autres

mais très sourcilleux quand il s'agit des leurs ( qui, eux, sauront toujours éviter les établissements pourris) que le problème se résoudra. Parce que le problème est ailleurs. Blancs, Noirs, Arabes – puisqu'on a compris qu'il s'agissait essentiellement de ces populations-là – pourraient former une superbe classe de mixité sociale et ethnique si tous partageaient le même socle commun, si tous avaient accès à un savoir digne de ce nom, les réunissant autour du même roman national vanté et non dénigré. **Et, en fait, si l'islam... n'était pas l'islam !**

En outre, que s'est-il passé dans les banlieues quand la sacro-sainte mixité sociale a atteint 25, 30, 50, 80 % ? Les autochtones ont fui. Car autant on cohabite gentiment quand les autochtone restent majoritaires, autant les différences, celles revendiquées de plus en plus agressivement comme le mode de vie, l'éducation, les mœurs, l'état d'esprit, la façon de voir, de penser, qui font le sel de la vie tant qu'elle demeurent minoritaires, supplantent et évincent celles devenues minoritaires.

Alors, on se dit que c'est Najat Belkacem qui doit être contente ! En septembre 2015, elle officialisait son expérimentation de la mixité sociale dans 17 « territoires » (le mot qui remplace celui, trop connoté franchouillard, certainement, de « départements »), à partir, ça tombait bien, de cette rentrée 2016. Elle aussi parlait de « renforcer » cette fameuse « mixité sociale dans les collèges », pour commencer dans 50 à 70 d'entre eux. Il s'agissait purement et simplement de faire en sorte, par une autre méthode, d'appliquer coûte que coûte la carte scolaire – à laquelle jamais aucun ministre n'a jamais dérogé... Comprenez, « *imposer une énième réforme de la carte scolaire par le haut ne fonctionnera pas* », annonçait-elle, mignonne. Donc, ils allaient partir du bas : convaincre les parents (pourtant déjà convaincus du contraire) des bienfaits de la mixité. Et de suggérer la tambouille à laquelle « *les élus locaux, les services techniques, les chefs d'établissements du public comme du privé* » allaient se livrer

pour affecter les élèves de tels quartiers à tels collèges, comme de jouer sur les liens amicaux entre élèves, tout ça... Mais « rien [n'était] imposé ». Evidemment.

Eh bien, non, NVB, en septembre 2016 n'est plus contente. Elle a réagi à la tribune dans Le Monde, de l'économiste Piketty. « De grâce, arrêtons les leçons ! Penser que l'on pourrait imposer autoritairement la mixité sociale, en supprimant au passage une partie (sic) de la liberté de choix des parents », quelle horreur ! « C'est entretenir une forme d'illusion qui aboutit à l'immobilisme ». Vous voyez le rapport ? Moi non plus. Mais une chose est sûre : la dame ment !

La mixité dite sociale n'a pas marché, ne marche pas et ne marchera jamais ? Continuons !

**Caroline Artus**